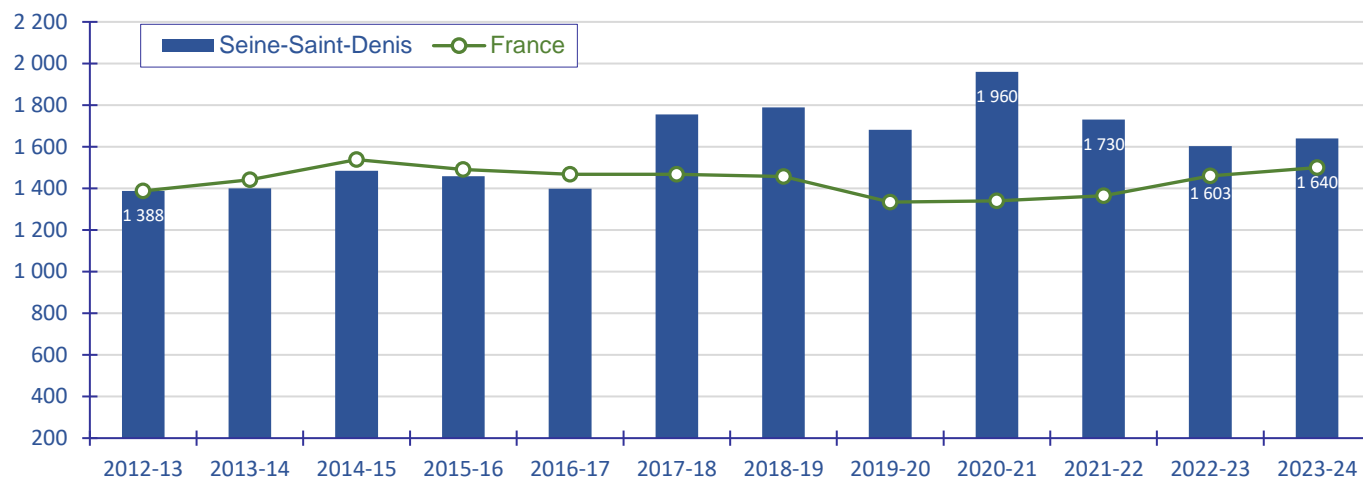




## Les créations d'associations dans le département

Pour épouser le rythme de l'activité de la plupart des associations, l'année est observée du début juillet à la fin du mois de juin de l'année suivante (un trimestre marqué par peu de créations (juillet, août et septembre), suivi de trois trimestres (octobre à juin) riches en nouvelles associations). Le graphique présente l'évolution sur 12 années.



Source : Répertoire National des Associations. L'évolution nationale est reconstituée en tendance pour être comparée à l'évolution départementale, à partir de la même base pour l'année 2012-2013.

L'évolution du nombre des créations du département, observée depuis l'année repère 2012-2013, s'écarte parfois des tendances nationales. Tel est le cas sur la période récente : en très forte hausse en 2020-2021 quand les effets de la crise sanitaire se prolongent, au plan national ; en nette baisse l'année suivante, quand la reprise s'amorce.

## Objets des créations dans le département

Répartition des créations selon les principaux thèmes	Répartition départementale (en %)	Répartition nationale (en %)
Culture	29,8	24,0
Sport	9,5	17,5
Loisirs	7,9	12,1
Social	13,4	8,0
Amicales - entraide	12,4	8,2
Éducation - formation	3,9	5,6
Économie	3,6	4,5
Santé	4,0	4,8
Environnement	4,0	4,8
Autres <sup>(1)</sup>	11,5	10,5
Total des créations	100,0	100,0

Les créations traduisent le désir de ceux que l'on peut nommer les *bâtisseurs associatifs*, pour mener à bien un projet collectif. Elles répondent aussi, le plus souvent, aux attentes et aux besoins des habitants.

Dans le département, les créations sont proportionnellement plus nombreuses dans la culture, et plus encore dans les amicales et le secteur social.

(1) Patrimoine, défense des droits, communication, activités politiques, logement, recherche...

Source : Répertoire National des Associations sur les trois dernières années (juillet 2021-juin 2024). Traitements R&S.

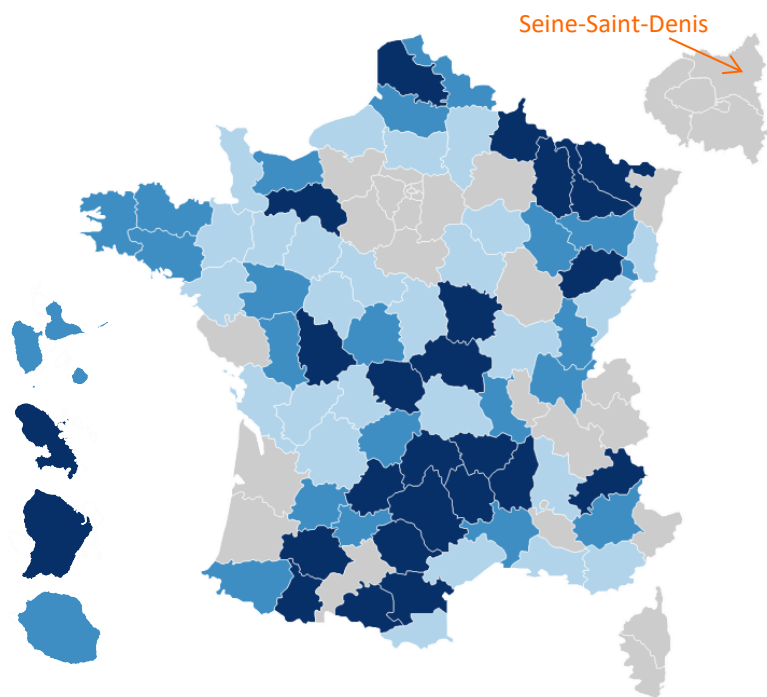
## Combien d'associations et de bénévoles dans le département ?

On connaît la date de naissance d'une association mais on connaît rarement la date de sa fin d'activité ou de sa mise en sommeil. Une prudente fourchette s'appuie sur différentes sources complémentaires dont le Répertoire National des Associations. On peut ainsi évaluer le **nombre d'associations actives** dans le département **entre 21 000 et 23 000**. Elles portent des projets et mènent des actions dans de multiples domaines. Dans le secteur sportif, assez bien cerné et suivi chaque année par l'Institut National de la Jeunesse et de l'Éducation Populaire, on compte **1 780 clubs** appartenant à des fédérations agréées ayant délivré **242 770 licences**, en 2023.

La question est plus délicate encore concernant le **nombre de bénévoles**. Depuis 2010, les enquêtes triennales IFOP – France Bénévolat – R&S, prolongées par deux enquêtes IFOP-R&S (janvier 2023 et 2024), assurent un suivi à partir d'une définition précise. Ces dernières ont confirmé un retour progressif à la situation d'avant-crise et permettent d'estimer **entre 200 000 et 210 000** le nombre de bénévoles, dans le département, en 2024.

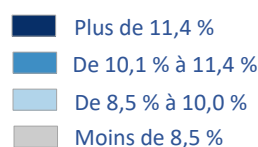
## L'emploi associatif : un enjeu social et économique fort

Encadrées et soutenues par des bénévoles, **37 345** personnes sont salariées dans les **2 670** associations employeuses du département. Parmi elles, **1 237**, soit **46 %** (48 % en moyenne nationale), ont moins de trois salariés, et **159** associations, souvent actives dans le domaine sanitaire et social, comptent plus de cinquante salariés.



Toutes ces associations, dans leur diversité, animent les territoires et rendent des services essentiels à la population. Leurs emplois sont précieux, et ils ne se délocalisent pas.

Ils représentent aujourd'hui **6,8 %** des effectifs salariés de l'ensemble du secteur privé du département (8,9 % en moyenne nationale).



Sources : URSSAF et MSA. Données 2023. Traitement R&S.

## Une diversité d'activités

	Répartition départementale (en %)	Répartition nationale (en %)
Enseignement	9,6	12,1
Sport	9,6	5,4
Santé	8,3	7,5
<b>Social</b>	<b>46,5</b>	48,6
Loisirs	1,7	1,3
Culture	3,5	2,6
Autres activités <sup>(1)</sup>	9,8	12,5
Autres non classées ailleurs <sup>(2)</sup>	11,0	10,0
Total	100,0	100,0

Parmi ces **37 345** salariés travaillant dans les associations du département, on en compte proportionnellement davantage dans le sport, la santé et la culture qu'au plan national, et un peu moins dans l'enseignement et le domaine social.

(1) Agriculture, recherche, activités liées à l'emploi, auberges de jeunesse, tourisme... (2) Associations répertoriées sous le code APE 9499Z.

Sources : URSSAF et MSA. Données 2023.

### Zoom sur le secteur social

Près d'un emploi associatif sur deux relève du secteur social et s'adresse à des publics fragiles.

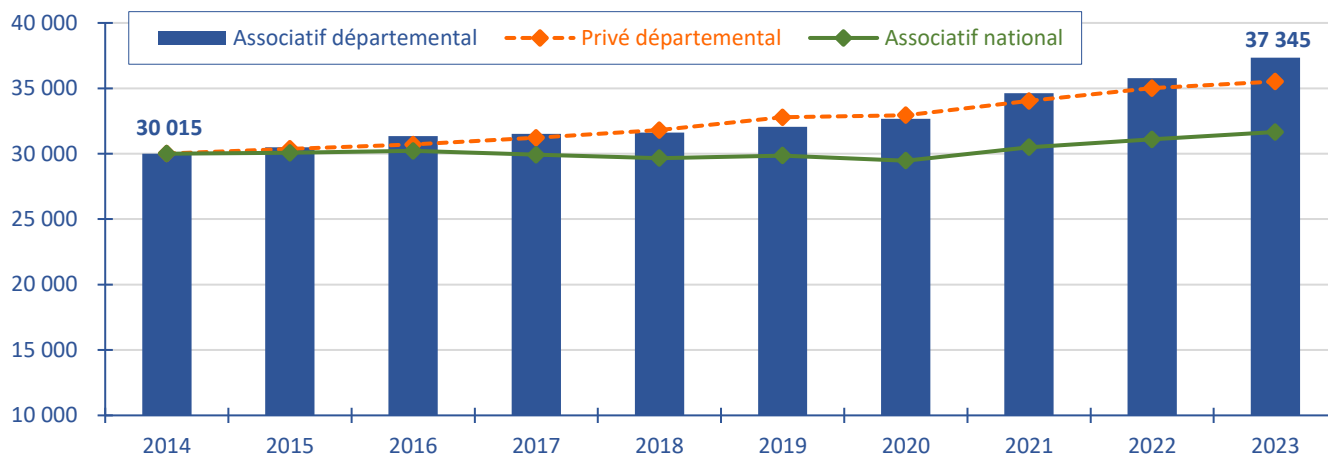
L'accueil d'enfants et d'adolescents est plus développé en Seine-Saint-Denis, par rapport aux repères nationaux.

(1) Centres sociaux, aide aux victimes, activités caritatives...

	Répartition départementale (en %)	Répartition nationale (en %)
Hébergement médicalisé	6,6	9,4
Hébergement social	10,2	9,8
Aide à domicile	2,5	7,7
Accueil de personnes âgées	0,3	0,7
Aide par le travail	7,1	7,0
Accueil de jeunes enfants	1,7	2,5
Accueil d'enfants handicapés	1,7	1,3
Accueil d'enfants et d'adolescents	2,5	0,8
Autres actions sociales sans hébergement <sup>(1)</sup>	13,9	9,4
Ensemble du secteur social	46,5	48,6

## Regards croisés sur les évolutions

Les effectifs associatifs du département sont ici rapprochés de l'effectif associatif national, d'une part, et de l'effectif de l'ensemble privé du département, d'autre part.



Sources : URSSAF et MSA. Les deux courbes sont reconstituées en tendance à partir de 2014 pour être comparées à l'historique du département.

Au cours de la période récente, alors que l'emploi associatif de Seine-Saint-Denis résiste aux effets engendrés par la crise sanitaire, en 2020, il rejoint ensuite les tendances à la hausse observées au plan national et dans l'ensemble du secteur privé du département. L'année 2023 lui est plus favorable.

## Guid'Asso, réseau national d'appui à la vie associative locale

Le réseau Guid'Asso se structure partout en France progressivement depuis 2021. Fruit d'un travail de co-construction entre les services de l'État et Le Mouvement Associatif, il est consacré, en 2024, par la loi visant à soutenir l'engagement bénévole et à simplifier la vie associative. Il est composé de structures locales (associations, collectivités locales, institutions) destinées à appuyer les associations, en complément de l'action des réseaux associatifs et en coordination avec les DLA. Elles sont identifiées par ces 4 labels :



**Guid'Asso**  
Orientation

Orienté les associations ou les porteurs de projet vers le bon interlocuteur



**Guid'Asso**  
Information

Délivre les informations de base et les fondamentaux sur la vie associative, explique les démarches essentielles



**Guid'Asso**  
Accompagnement généraliste

Accompagne les associations de tous secteurs, sur tous projets, après évaluation de leurs besoins (conseils et suivi adaptés)



**Guid'Asso**  
Accompagnement spécialiste

Accompagne les associations sur un secteur d'activité particulier ou sur une thématique (conseils et suivi adaptés)

Retrouvez les points d'appui Guid'Asso de votre territoire <https://www.associations.gouv.fr/points-appui.html>

[www.associations.gouv.fr](http://www.associations.gouv.fr)

**Des informations pratiques :** les démarches, des exemples et des modèles de statuts, de règlements intérieurs, un accès aux formalités en ligne, les points ressources près de chez vous...

**Des sources documentaires :** informations juridiques et fiscales, guides pratiques, données et publications sur la vie associative, bibliographie...

[www.recherches-solidarites.org](http://www.recherches-solidarites.org)

**Des publications** au plan national et régional, avec des sources et une méthodologie identiques, autorisant les rapprochements avec celles des départements.

**Des enquêtes régulières** pour donner la parole aux acteurs associatifs, dirigeants et bénévoles, et informer les pouvoirs publics sur les mesures de soutien les plus adaptées.